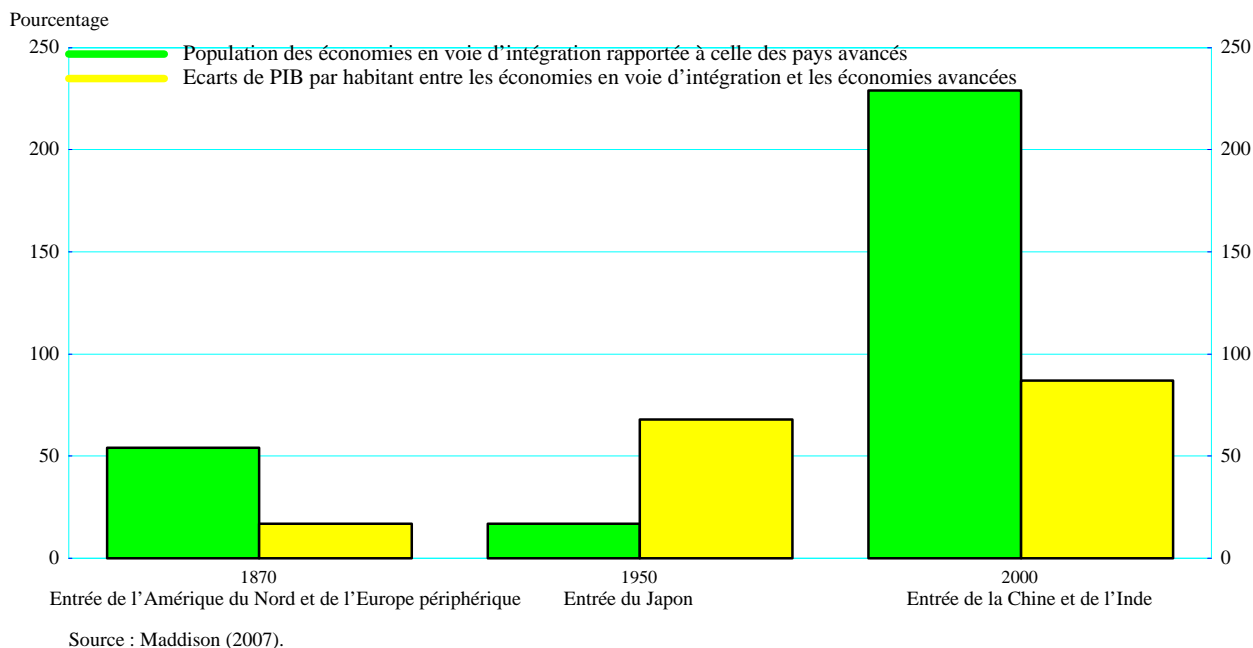


### III. TIRER LE MEILLEUR PARTI DE LA MONDIALISATION

#### *La mondialisation implique des avantages et des défis pour la politique publique*

Ce chapitre présente une synthèse des travaux entrepris par le Département des affaires économiques sur les effets économiques de la mondialisation, tout en s'appuyant sur d'autres recherches menées à l'OCDE et ailleurs<sup>1</sup>. Il s'ouvre par un aperçu des principales tendances qui ont caractérisé le processus de mondialisation. La deuxième section décrit ses effets potentiels sur l'emploi et les salaires. La mondialisation a eu aussi une incidence sur l'inflation et s'est accompagnée de tendances particulières des flux internationaux de capitaux, qui sont analysées dans la troisième section. En conclusion, on examinera les avantages et les défis que la mondialisation implique pour la politique économique.

**Graphique III.1. L'épisode actuel de mondialisation est de grande ampleur par rapport aux précédents**  
Entrée des pays dans l'économie internationale : épisodes comparés



1. Ce chapitre a été établi dans le contexte du mandat sur la mondialisation et l'ajustement structurel donné par les ministres de l'OCDE lors de leur réunion de mai 2005.

### **Moteurs de la mondialisation**

*L'intégration internationale ne date pas d'aujourd'hui, mais elle est entrée dans une nouvelle étape...*

La mondialisation peut être définie comme le processus par lequel les marchés nationaux des produits, du capital et du travail deviennent plus étroitement intégrés par delà les frontières. Ses racines historiques sont très anciennes : l'une de ses premières manifestations a été l'intégration des marchés des produits, du travail et du capital en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord durant l'ère romaine (Temin, 2006). Cependant, une caractéristique particulière de la période actuelle est l'ampleur du « choc de la mondialisation » en cours. Par rapport aux stades antérieurs de la mondialisation, les pays qui entrent en scène aujourd'hui ont des populations relativement plus importantes et des revenus plus bas (graphique III.1).

*... sous l'impulsion du progrès des transports et des communications*

Outre la réduction des barrières douanières, les principaux moteurs de la mondialisation ont été le progrès technique et la baisse induite des coûts du transport et des communications (graphique III.2). Depuis 50 ans, le coût du transport aérien de passagers, mesuré par le rapport entre les recettes des compagnies aériennes et les distances parcourues, a été divisé par quatre en termes réels. La baisse a été encore plus spectaculaire pour les communications internationales: exprimé en dollars de 2005, le prix d'une communication de trois minutes entre New York et Londres est tombé de 80 en 1950 à 0.23 en 2007. De surcroît, l'accroissement de la puissance de calcul et l'émergence d'Internet ont réduit dans des proportions considérables les coûts du traitement et de la transmission de l'information, ce qui a facilité en conséquence les transactions et les échanges internationaux.

*La production a été internationalisée...*

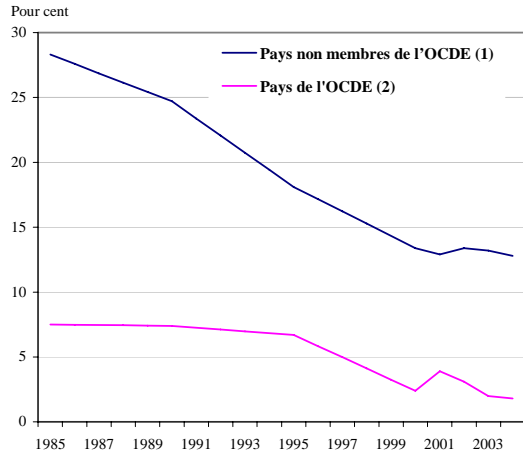
La baisse des coûts des échanges et des communications n'a pas seulement favorisé un commerce très actif de produits finis mais aussi une plus grande internationalisation de la production (graphique III.3). Dans une large mesure, les échanges se font aujourd'hui au sein des branches d'activité et des entreprises : les producteurs négocient des tâches intermédiaires plus que des produits finis et développent des chaînes logistiques mondiales. Les pays se spécialisent dans des activités qui couvrent plusieurs branches au lieu de se borner à produire certaines catégories de biens finaux.

*... et des services localisés peuvent désormais être fournis par-delà les frontières*

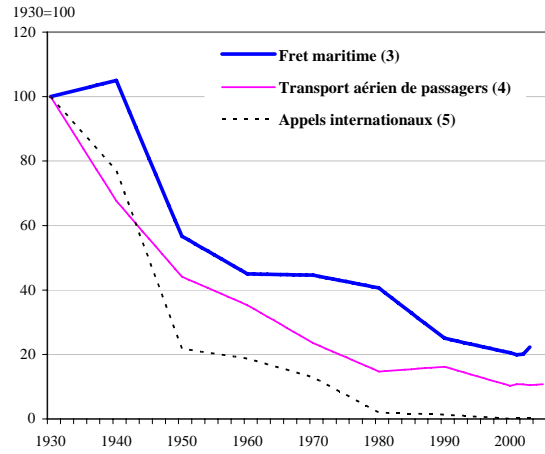
Autre tendance récente, facilitée en particulier par l'avènement d'Internet : des services longtemps considérés comme étant de nature locale peuvent désormais être fournis par delà les frontières. Des recherches récentes montrent que dans la zone OCDE près d'un travailleur sur cinq effectue des prestations qui peuvent désormais être effectuées depuis

**Graphique III.2. Les coûts du commerce et des transactions se sont réduits**

**Les droits de douane ont été abaissés**

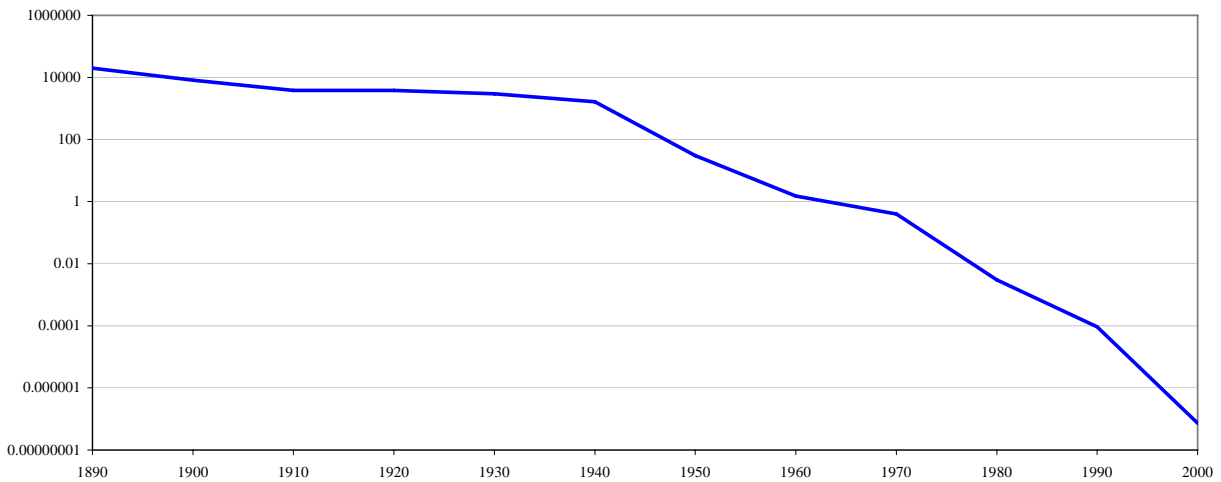


**Les coûts réels du transport et des communications ont diminué**



**Les coûts du traitement de l'information ont connu une baisse vertigineuse <sup>6</sup>**

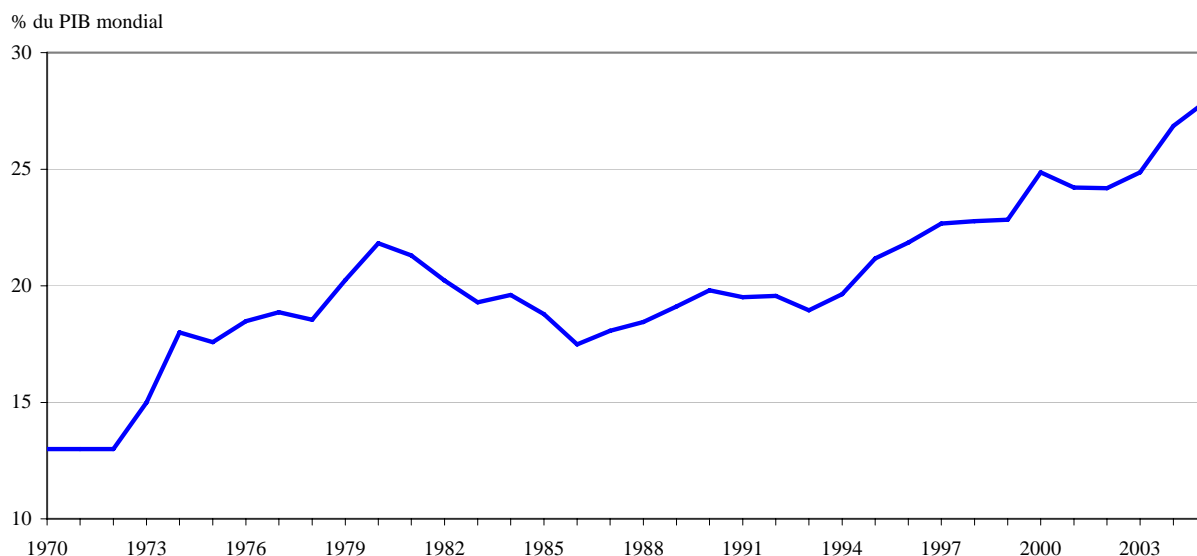
Dollars de 2005 par million d'opérations (échelle logarithmique)



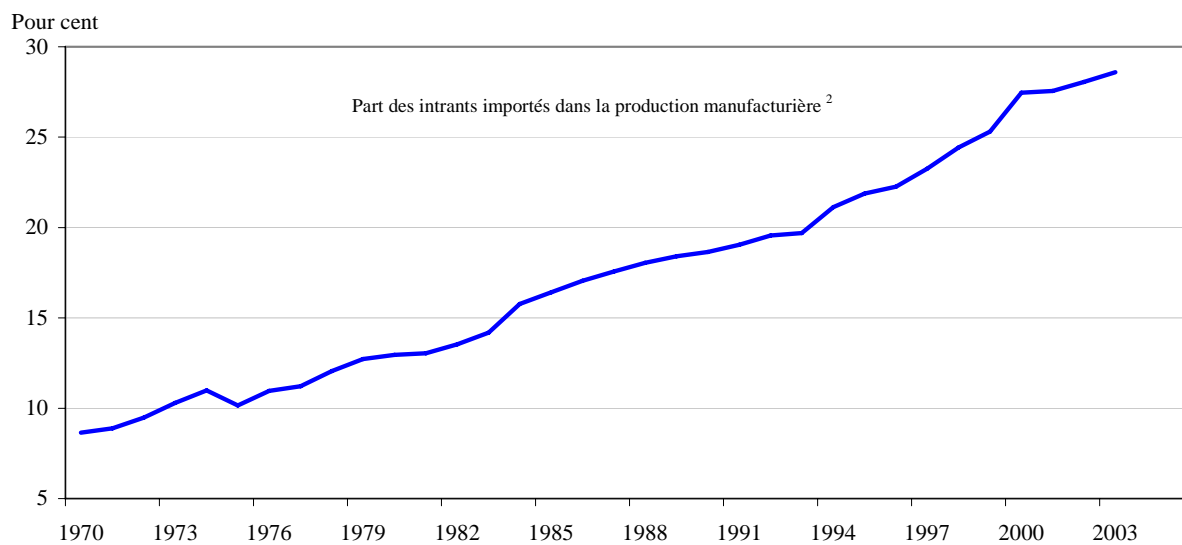
1. Médiane des tarifs consolidés moyens nationaux des pays non membres de l'OCDE.
  2. Médiane des tarifs consolidés moyens nationaux des pays de l'OCDE.
  3. Taux moyen du fret international, par tonne.
  4. Recettes moyennes des compagnies aériennes par passager-mille jusqu'en 2000, rattachées pour les années suivantes au tarif du transport aérien de passagers vers les États-Unis.
  5. Prix d'une communication de 3 minutes entre New York et Londres.
  6. Le graphique indique le coût de calcul d'une opération moyenne (somme et multiplication). Il prend en compte des calculs effectués manuellement en 1890, avec des calculatrices électromécaniques entre 1900 et 1940, et sur ordinateur par la suite.
- Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde ; Fraser Institute ; Busse, M. (2003) ; Hummels, D. (2006) ; US Bureau of Labour Statistics ; Nordhaus (2001) ; calculs de l'OCDE.

**Graphique III.3. Les liens commerciaux se renforcent**

**L'ouverture au commerce international s'accroît à l'échelle mondiale <sup>1</sup>**



**Les chaînes de production s'internationalisent**



1. Importations de biens et de services

2. Sur la base d'une moyenne pondérée des grandes économies de l'OCDE

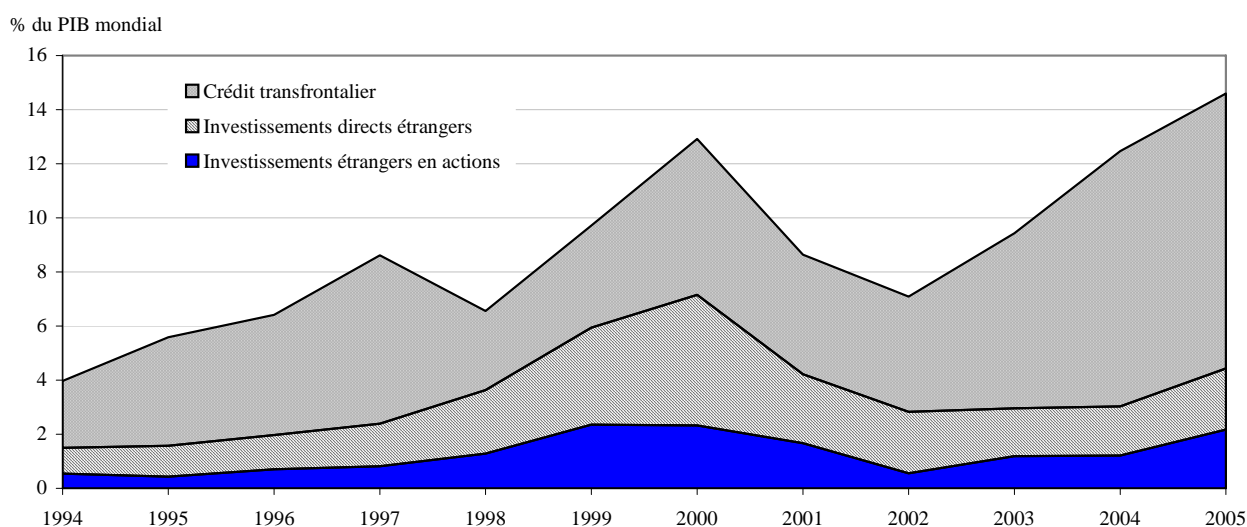
Source: Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; OCDE, base de données pour l'analyse structurelle.

l'étranger (van Welsum et Vickery, 2005)<sup>2</sup>. Jusqu'ici, ces possibilités ne se sont concrétisées que dans une faible mesure. En dépit d'une progression rapide aux États-Unis, la délocalisation internationale des services représente encore moins de 1 % des consommations intermédiaires de services (Amiti et Wei, 2005a). Du reste, les États-Unis et beaucoup d'autres pays de l'OCDE sont des *exportateurs* nets de services aux producteurs (Amiti et Wei, 2005b).

### **Les marchés de capitaux se sont mondialisés**

L'augmentation des échanges de produits fait que les marchés de facteurs sont devenus plus intégrés, le resserrement des liens internationaux directs étant particulièrement visible en ce qui concerne les capitaux (OCDE, 2005a). Au cours de la décennie écoulée, les flux transfrontaliers de capitaux ont triplé en pourcentage du PIB mondial (graphique III.4). La composition des flux d'investissement transfrontaliers s'est fortement modifiée. Les flux d'investissements directs et de placements internationaux en actions, qui étaient très vigoureux à la fin des années 90, se sont relativement affaiblis après le tassement des marchés boursiers en 2000-01. En revanche, les transactions internationales en actifs plus liquides ont grimpé en flèche ces dernières années, et représentent la plus grande partie de l'expansion des mouvements mondiaux de capitaux.

**Graphique III.4. Les flux mondiaux de capitaux croissent beaucoup plus rapidement que le PIB<sup>1</sup>**



1. Entrées d'investissements directs étrangers, investissements de portefeuille (actions et titres d'emprunt), produits financiers dérivés et autres placements (y compris le crédit bancaire transfrontalier).

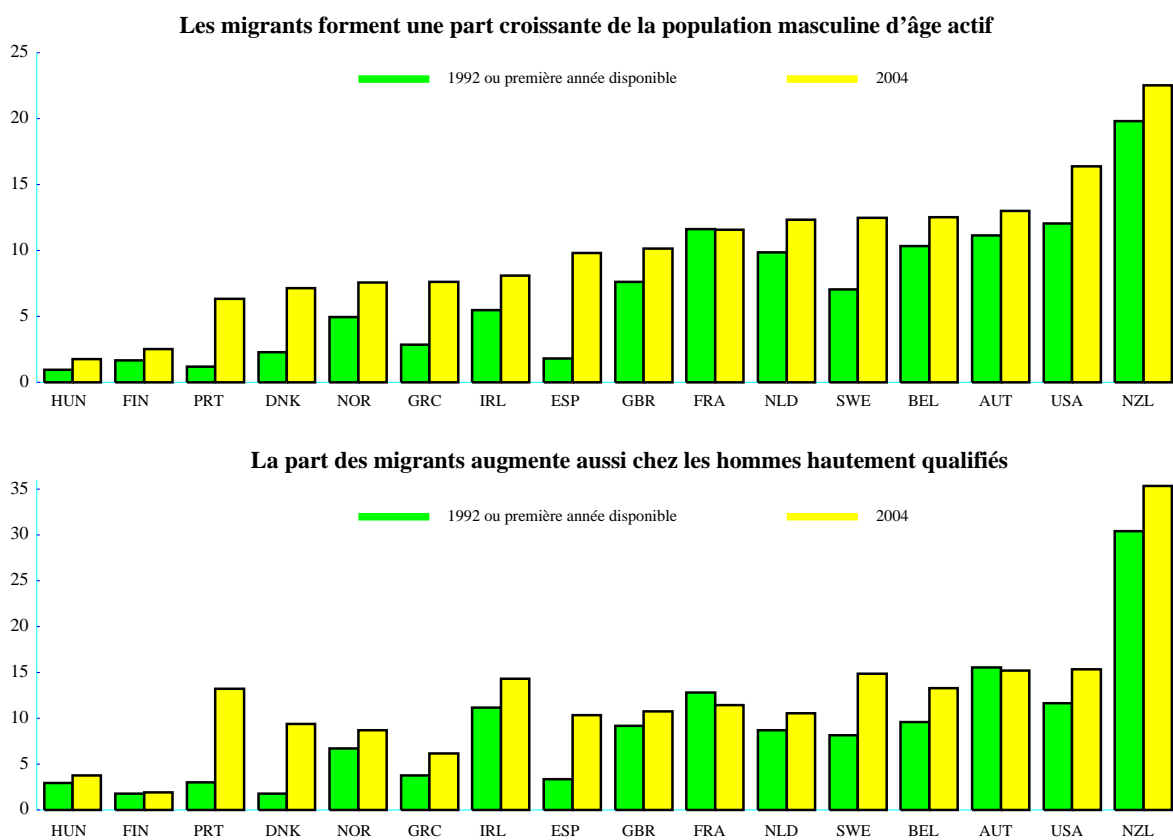
Source: FMI, Balance of Payments Statistics.

2. Ce chiffre est une estimation de l'effectif des travailleurs du secteur des services dont les produits sont potentiellement exposés à des délocalisations internationales rapporté à l'emploi total. Par ailleurs, la plupart des travailleurs de l'industrie, et surtout du secteur manufacturier, qui représente 16 % de l'emploi total dans la zone OCDE, produisent des biens qui pourraient être importés.

***La main-d'oeuvre est plus mobile au plan international***

Il y a eu aussi un renforcement manifeste des liens internationaux sur les marchés du travail, sous l'effet d'une immigration accrue (OCDE, 2006a). Dans la plupart des pays de l'OCDE, depuis le milieu des années 90, les travailleurs étrangers sont devenus une composante plus nombreuse de la main-d'oeuvre (graphique III.5, partie supérieure). La migration de travailleurs hautement qualifiés est un aspect notable de cette évolution (graphique III.5, partie inférieure).

**Graphique III.5. Les migrations se sont intensifiées**



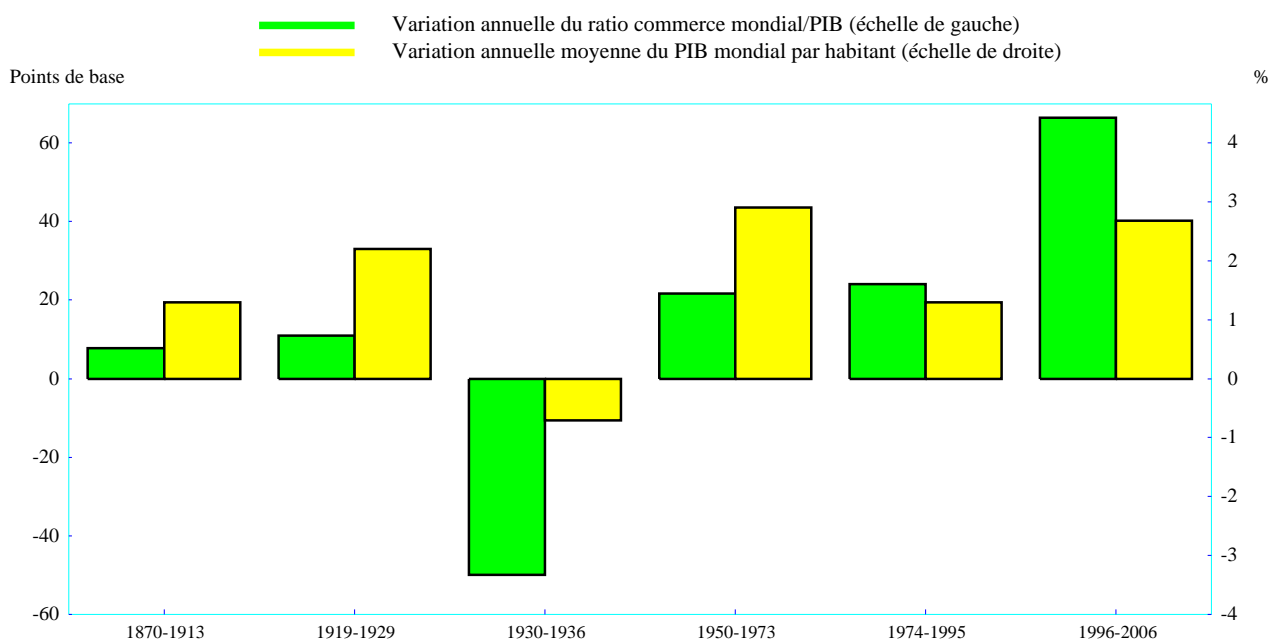
Note : Faute de données suffisantes, les chiffres ne concernent que les hommes. Les travailleurs sont considérés comme migrants lorsqu'ils sont nés à l'étranger. La population d'âge actif comprend les personnes âgées de 16 à 64 ans. La première année est 1992, sauf pour l'Australie : 1995, la Finlande : 1996, la France : 1993, la Hongrie : 1997, les Pays-Bas : 1996, la Norvège : 1996, la Suède : 1995, la Nouvelle-Zélande : 1997, les États-Unis : 1994. Source : OCDE (2006b).

### Impact sur le niveau de vie

#### *Le commerce contribue à une utilisation plus efficiente des ressources*

Le niveau de vie matériel s'est élevé avec l'ouverture aux échanges internationaux (graphique III.6). L'ouverture aux flux transfrontaliers de produits et de facteurs stimule la croissance et les revenus car elle contribue par diverses voies à une allocation efficiente des ressources<sup>3</sup>. Premièrement, le commerce favorise la division du travail, puisque les pays se spécialisent dans leurs domaines d'avantage comparatif. Deuxièmement, des marchés intégrés permettent aux producteurs et aux consommateurs de profiter pleinement des économies d'échelle. Troisièmement, une pression à

**Graphique III.6. Le niveau de vie matérielle a augmenté avec l'ouverture au commerce international**



Sources : Maddison (2006,2007) ; FMI, Statistiques de la balance des paiements.

concurrentielle accrue incite les producteurs à réduire leurs marges, s'attaquer aux sources d'inefficacité et à faire des investissements de capital et d'innovation générateurs de gains de productivité, d'où une baisse des prix et une augmentation de la production et de l'emploi. De multiples données empiriques démontrent que l'effet global du commerce international sur la croissance est positif et important<sup>4</sup>. Le projet de l'OCDE

- 
- Le lien de causalité joue aussi dans l'autre sens, car la croissance stimule le commerce international (Rodrik *et al.*, 2004).
  - Winters (2004) passe en revue un grand nombre d'études et en conclut que l'ouverture aux échanges accroît les revenus.

sur la croissance a révélé qu'une progression de 10 points de pourcentage de l'exposition aux échanges internationaux s'accompagnait d'une hausse de 4 % du revenu par habitant (OCDE, 2003).

***Les flux de capitaux peuvent stimuler la croissance de la productivité***

L'ouverture aux entrées et sorties de capitaux peut stimuler également les gains de productivité, au moins de trois manières.

- Premièrement, les pays dont les secteurs financiers sont totalement ouverts aux entrées de capitaux internationaux et à la participation étrangère peuvent bénéficier des meilleures pratiques mondiales en matière d'intermédiation financière

d'entreprise (Mishkin, 2006 ; Kose *et al.*, 2006). Des systèmes financiers améliorés permettent une allocation plus efficace du capital au profit de ses utilisations les plus productives, d'où une croissance plus vigoureuse de la productivité (Levine, 2005 ; de Serres *et al.*, 2006).

- Deuxièmement, les entrées d'IDE s'accompagnent souvent d'un transfert de technologie en vue d'améliorer l'efficacité des filiales étrangères, avec des effets substantiels sur la croissance de la productivité dans l'ensemble de l'économie (de Mello, 1999). Plus généralement, l'expansion des flux de biens et services, de capital, de main-d'œuvre et d'information accélère le rythme de diffusion de l'innovation, et stimule en conséquence les gains de productivité, surtout dans les pays qui sont en deçà de la frontière technologique (Banque mondiale, 2007).
- Troisièmement, les sorties de capitaux permettent aux entreprises de réaliser des gains de productivité dans leur pays d'origine en délocalisant certaines tâches vers d'autres pays où elles sont accomplies plus efficacement (Grossman et Helpman, 1991 ; Amity et Wei, 2005a ; Molnar *et al.*, 2007).

### **Impact sur les marchés du travail**

***L'ouverture aux échanges internationaux n'affecte pas l'emploi total...***

Contrairement à la crainte exprimée par certains de voir la hausse des importations menacer le nombre global d'emplois dans les économies avancées, l'ouverture aux échanges n'a pas nui à l'emploi total (OCDE, 2005c ; Commission européenne, 2005). Du côté de la demande, les pays émergents offrent aux producteurs de l'OCDE des marchés à l'exportation en expansion<sup>5</sup>. Du côté de l'offre, un certain nombre de facteurs résumés au paragraphe suivant contribuent à accroître l'emploi.

---

5. De fait, les créations d'emplois dans les domaines d'avantage comparatif compensent les pertes d'emplois liées à la production nationale évincée par les importations, si bien que l'emploi total reste inchangé une fois le redéploiement achevé.



**... et peut même réduire le chômage structurel**

Une concurrence plus intense sur les marchés de produits, sous l'effet de la mondialisation, implique une demande plus forte de main-d'œuvre pour un salaire réel donné. Et l'exposition accrue des emplois à la concurrence réduit les pressions salariales pour un niveau d'emploi déterminé (Boulhol *et al.*, 2006). Ces deux phénomènes contribuent à réduire le chômage. L'expérience montre que l'effet peut être important. Dans l'Union européenne, en dépit d'avancées très limitées vers un assouplissement du cadre rigide des politiques du marché du travail, le taux de chômage structurel a baissé de 1 point de pourcentage au cours des dix années écoulées. Ce progrès semble avoir été induit principalement par l'intensification des pressions concurrentielles sur les marchés européens de produits (OCDE, 2007b), même si celle-ci n'a pas résulté exclusivement de la mondialisation. Toutefois, les avantages d'un renforcement de la concurrence ne se concrétiseront pleinement que si la main-d'œuvre est efficacement redéployée des emplois en cours de disparition vers les nouveaux emplois.

**Le redéploiement de la main-d'oeuvre n'a pas entraîné une plus grande insécurité...**

La réaffectation de la main-d'œuvre à des emplois plus productifs est une réponse nécessaire à la mondialisation et à d'autres facteurs. Toutefois, le nombre d'emplois perdus du fait de l'ajustement lié aux échanges internationaux est faible en comparaison du taux global de destruction d'emplois dans l'économie (Mankiw et Swagel, 2006). De plus, en dépit du rythme accéléré de la mondialisation, le taux de modification des profils d'emploi par secteur a été assez stable dans la zone OCDE (OCDE, 2005d). L'ancienneté moyenne dans l'emploi a même augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE depuis le début des années 90, démentant l'idée que les emplois sont généralement devenus plus précaires. Dans la majorité des pays de l'OCDE, l'allongement de la durée moyenne d'occupation d'un emploi s'est accompagné d'une expansion de l'emploi temporaire, induite dans une large mesure par des modifications de la réglementation du marché du travail qui ont malheureusement favorisé l'émergence d'un marché du travail à deux vitesses. En dépit des craintes de délocalisation, les données ne montrent pas de lien systématique entre l'investissement à l'étranger et la contraction de l'emploi intérieur (Molnar *et al.*, 2007). De même, une augmentation des effectifs dans les filiales étrangères ne signifie pas nécessairement un ralentissement de la croissance de l'emploi dans le pays d'origine<sup>6</sup>.

**... et la main-d'oeuvre migrante est susceptible de faire baisser le chômage structurel**

Souvent évoqué comme un sujet de préoccupation dans le débat sur la mondialisation, l'impact des entrées de travailleurs sur l'emploi des non-migrants s'est avéré très limité. Des données empiriques montrent que, si les travailleurs immigrants peuvent temporairement évincer quelques travailleurs autochtones, l'incidence est faible et passagère (Jean *et al.*,

---

6. Selon Molnar *et al.*, (2007), l'effet de l'emploi dans les filiales étrangères sur la croissance de l'emploi intérieur n'est pas significatif en Allemagne, est légèrement négatif au Japon et est clairement positif aux États-Unis.

2007)<sup>7</sup>. Néanmoins, lorsque les immigrants trouvent en général un emploi, cela affaiblit la position de négociation des travailleurs autochtones. En outre, les migrants peuvent s'orienter vers les régions et les secteurs où la demande de travail est forte, et atténuer ainsi les tensions. L'immigration est donc susceptible de mettre de l'huile dans les rouages du marché du travail et de réduire le taux de chômage structurel (Borjas, 2001 ; Blanchflower *et al.*, 2007). Cependant, le contraire peut se produire quand des coûts de travail minimum élevés et des transferts sociaux généreux se conjuguent avec une productivité faible des immigrants pour créer des trappes à chômage.

***La concurrence internationale peut affecter la distribution des salaires...***

Les considérations politiques relatives à l'équité se focalisent sur la répartition du revenu disponible. La distribution des salaires est l'un des déterminants de l'inégalité des revenus susceptibles d'être affectés par la mondialisation. Celle-ci peut influencer sur les écarts de salaire, qui se sont creusés dans une grande majorité des pays de l'OCDE (graphique III.7, partie supérieure). D'une part, la théorie classique des échanges indique qu'une intégration accrue devrait stimuler les salaires des travailleurs hautement qualifiés par rapport aux travailleurs moins qualifiés dans les pays avancés et à l'inverse réduire la dispersion des salaires dans les pays en développement. De plus, la mondialisation augmente la taille effective du marché, de sorte que les talents peu répandus sont plus recherchés et mieux rémunérés (Cuñat et Guadalupe, 2006). Par conséquent, le renforcement de l'intégration économique internationale peut être l'un des moteurs de la forte progression de la part de revenu des catégories situées au sommet de l'échelle des rémunérations dans certains pays<sup>8</sup>. D'autre part, certains aspects de la mondialisation tendent à préserver les salaires des travailleurs peu qualifiés par rapport aux détenteurs de qualifications intermédiaires (Baldwin, 2006). Beaucoup de salariés peu qualifiés assurent des services qui ne peuvent pas être importés. En même temps, les tâches désormais délocalisables à l'étranger concernent de nombreux emplois à niveau de qualification intermédiaire (Levy et Murnane, 2006 ; van Welsum et Reif, 2006). La mondialisation peut donc expliquer dans une certaine mesure pourquoi l'accroissement de la dispersion des salaires se produit principalement au sommet de l'échelle des rémunérations, alors que l'inégalité est restée globalement stable à la moitié inférieure de l'éventail des salaires dans la plupart des pays de l'OCDE au cours de la décennie écoulée (OCDE, 2006d)<sup>9</sup>.

- 
7. En augmentant l'offre de travail, l'immigration exerce une pression à la baisse sur les salaires réels durant la période de transition précédant l'ajustement du stock de capital. Si des obstacles entravent l'ajustement temporaire à la baisse des salaires réels, l'immigration peut au contraire induire une hausse du chômage.
  8. L'augmentation de la taille des plus grandes sociétés, qui doit probablement beaucoup à la mondialisation, peut expliquer en grande partie la hausse des gains relatifs des dirigeants, selon Gabaix et Landier (2006).
  9. Les variations des salaires minima et des planchers salariaux créés par les transferts sociaux ont également influencé la partie inférieure de l'éventail des salaires. L'évolution de la composition de l'offre de main-d'œuvre a pu également favoriser les salaires des travailleurs peu qualifiés, dont la part dans la population active a diminué ces dix dernières années par rapport aux titulaires de qualifications intermédiaires, dont la part a augmenté (Delozier et Montout, 2007).

**... le progrès technique accentuant la dispersion salariale...**

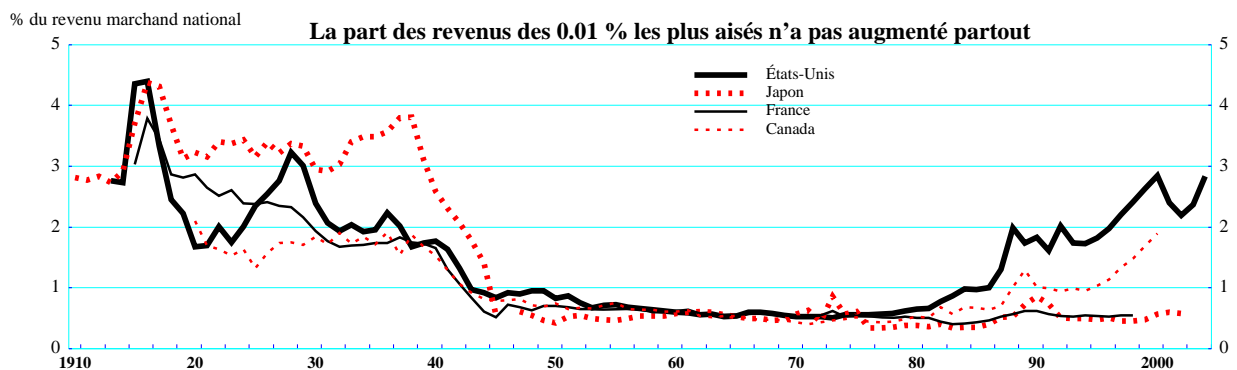
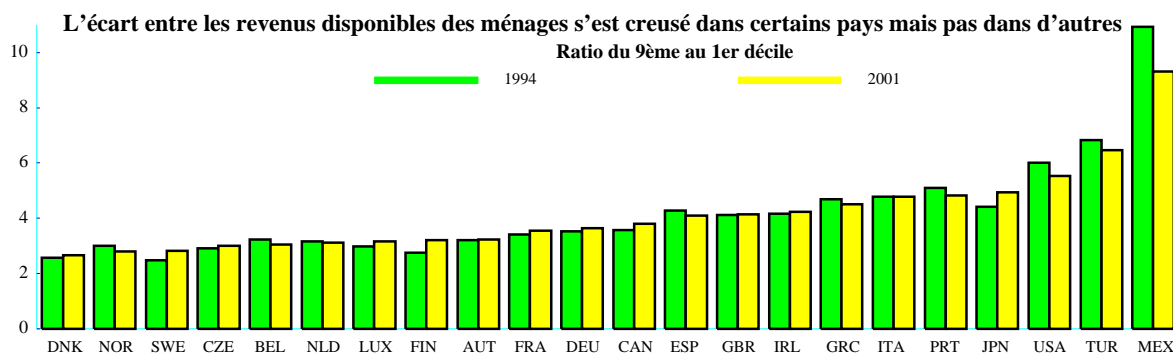
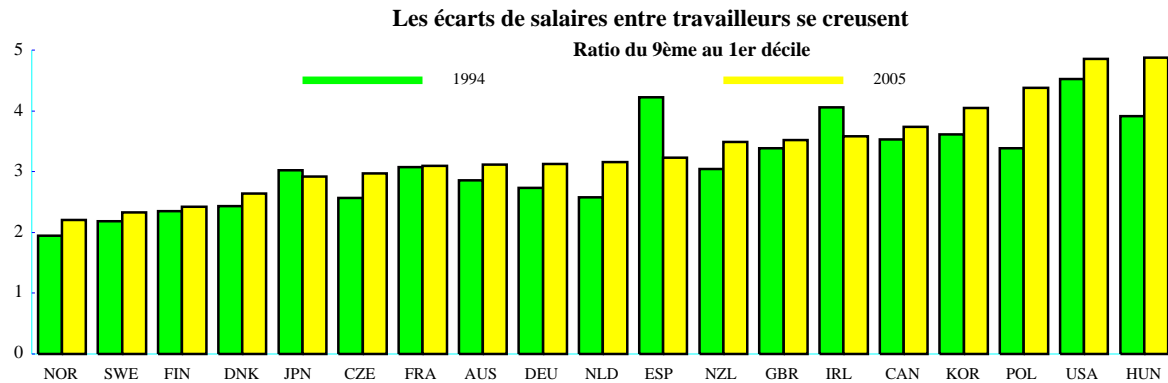
Mais la mondialisation n'est pas le seul facteur qui affecte la répartition des salaires. Le progrès technique, l'évolution des taux de syndicalisation et l'évolution de la structure des qualifications de la population active sont souvent cités comme des éléments très influents. Les données empiriques indiquent qu'au total le changement technique joue un rôle moteur nettement plus important que l'expansion du commerce dans l'accroissement de la dispersion des salaires (Berman *et al.*, 2003 ; Feenstra, 2007). Du reste, à en juger par l'expérience internationale, la forte augmentation de la part du revenu marchand avant impôt des titulaires des rémunérations les plus élevées observée dans certains pays ne peut pas être considérée uniquement comme une conséquence de la mondialisation. Ainsi, la progression observée au Canada et aux États-Unis ne s'est pas manifestée en France ou au Japon (graphique III.7, partie inférieure) alors même que la part des échanges internationaux est plus élevée en France et au Japon, et que la pénétration de l'IDE est plus marquée en France<sup>10</sup>.

**... mais les disparités de revenu disponible n'ont pas nécessairement augmenté**

En dépit de l'élargissement de l'éventail des salaires et, dans certains pays, de la part croissante du revenu marchand allant à ceux qui se trouvent au sommet de l'échelle des gains, la distribution du revenu disponible n'a pas dénoté de tendance générale depuis le milieu des années 90 (graphique III.7, partie médiane)<sup>11</sup>. De fait, les pays de l'OCDE se divisent presque à parts égales entre ceux où l'inégalité des revenus disponibles a augmenté et ceux où elle a diminué (Förster et Mira d'Ercole, 2005). Les impôts et les transferts, qui ont un effet de péréquation dans les pays de l'OCDE (Burniaux *et al.*, 1998), ont probablement contribué à maintenir jusqu'ici sous contrôle l'inégalité des revenus disponibles. Par ailleurs, à l'échelle de la planète, l'accélération de la croissance économique a réduit l'inégalité mondiale des revenus et arraché des centaines de millions de personnes à la pauvreté (Sala-i-Martin, 2006)<sup>12</sup>.

- 
10. Voir par exemple Saez (2006) pour une analyse récente des données sur la part des plus aisés dans le revenu national.
  11. Les données disponibles s'arrêtent en 2001. La Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales est en train de recueillir des données plus récentes. Les chiffres correspondants sont provisoires et ne couvrent que la moitié des membres de l'OCDE, mais ils indiquent que les conclusions tirées dans le corps du texte à partir des dernières données officielles demeurent valides.
  12. Selon une vaste étude de la Banque mondiale (2005), la dispersion des revenus entre les ménages dans le monde est fermement orientée à la baisse depuis le début des années 80, à en juger par les trois indicateurs publiés de l'inégalité relative (indice de Gini, indice de Theil, écart logarithmique moyen). La croissance mondiale a également contribué à réduire le nombre d'individus vivant dans la pauvreté absolue d'environ 400 millions entre 1981 et 2000, tandis que la population mondiale a augmenté de plus de 1½ milliard de personnes. Les indicateurs de l'inégalité des revenus pondérés en fonction de la population dans les différents pays révèlent une nette tendance à la baisse, alors que les mesures non pondérées donnent des indications trompeuses à cet égard (Sala-i-Martin, 2006).

Graphique III.7. La dispersion des salaires s'accroît, mais l'inégalité des revenus ne révèle pas de tendance générale



Partie supérieure : en année pleine, travailleurs à temps complet.  
 1994-1999 pour les Pays-Bas, 1994-2000 pour la Hongrie et l'Irlande, 1994-2002 pour l'Allemagne, la Corée, la France et la Pologne,  
 1995-2002 pour l'Espagne, 1996-2003 pour le Danemark et la République tchèque, 1997-2002 pour la Norvège, 1997-2003 pour le Canada.  
 Partie médiane :  
 1994-2000 pour le Japon, 1994-2002 pour le Mexique et la Turquie, 1995-2000 pour le Canada et la Norvège, 1995-2001 pour la Belgique,  
 la Finlande, l'Italie, le Portugal et la Suède, 1996-2002 pour la République tchèque.  
 Partie inférieure : Entités fiscales : ménages en France et aux États-Unis ; individus au Canada et au Japon.  
 Sources : Perspectives de l'emploi de l'OCDE (2006) ; Burniaux et al. (2006) ; Saez et Piketty (2007) ; Moriguchi et Saez (2006) ; Piketty (2001) ; Saez (2005).

### Effets sur l'inflation et les flux de capitaux

#### *La mondialisation a influencé l'inflation dans la zone OCDE...*

La mondialisation a un certain nombre d'incidences, favorables ou défavorables, sur l'inflation dans les pays de l'OCDE, notamment de la façon suivante.

- L'augmentation des approvisionnements auprès de producteurs à faibles coûts freine les prix à l'importation et donc l'inflation.
- La concurrence des fournisseurs étrangers à faibles coûts pousse les entreprises locales à réduire leurs marges prix-coûts, ce qui contribue à brider l'inflation. Compte tenu de cet effet, il apparaît que les importations exercent sur l'inflation une influence plus forte que ne le laisserait prévoir la part des produits importés dans la demande intérieure (Pain *et al.*, 2006).
- À l'inverse, la forte croissance du PIB dans les pays non membres de l'OCDE a été un important facteur à l'origine des impulsions inflationnistes émanant des prix de l'énergie et des autres produits de base.

#### *... l'effet net se révélant favorable*

Les recherches de l'OCDE indiquent que l'effet net a été légèrement favorable. La mondialisation a induit une réduction des pressions inflationnistes en termes nets de 0 à ¼ de point de pourcentage par an depuis 2000 (Pain *et al.*, 2006)<sup>13</sup>. Ces estimations sont peut-être en deçà de la vérité, car elles ne prennent pas en compte les effets modérateurs que la mondialisation est susceptible d'exercer sur les coûts intérieurs. Ainsi qu'on l'a déjà noté, et comme on le verra plus loin, la mondialisation contribue sans doute à freiner les coûts réels de la main-d'œuvre et du capital dans les pays de l'OCDE.

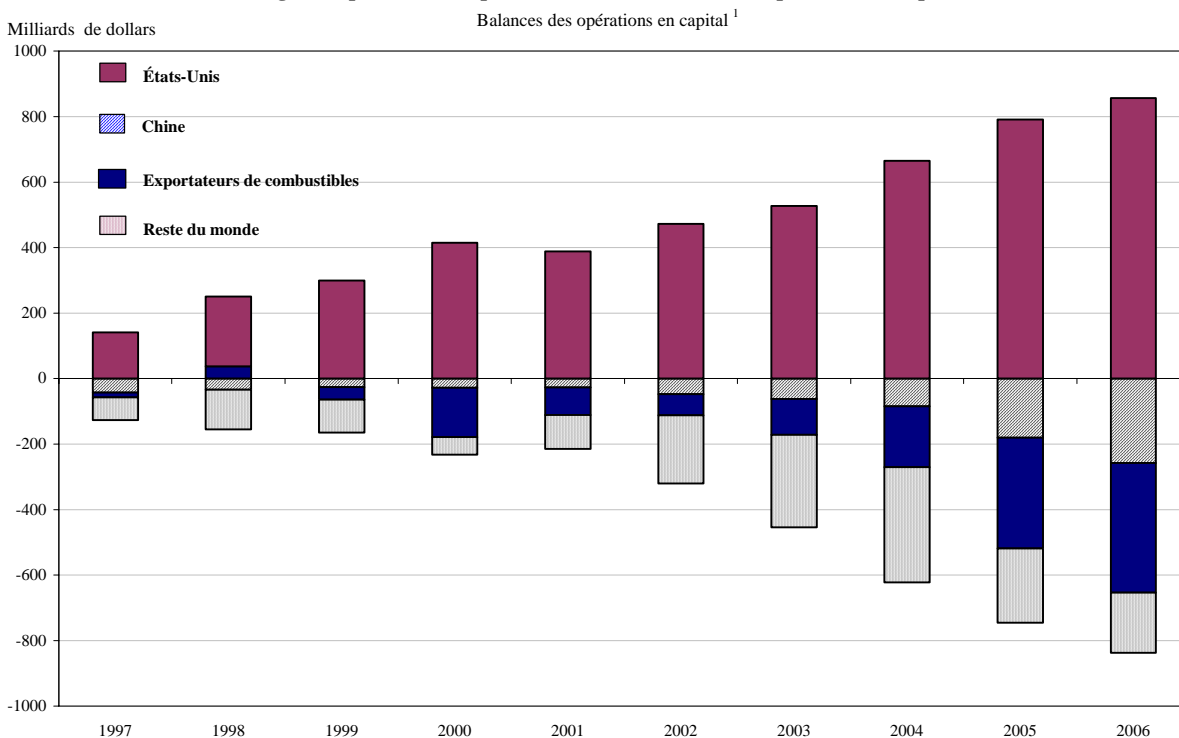
#### *Les économies en développement exportent des capitaux...*

La façon dont la mondialisation a évolué a probablement joué un rôle dans la formation des soldes des comptes de capital. A priori, les pays moins développés en forte expansion devraient offrir des possibilités d'investissement à haut rendement et afficher une propension à emprunter aux pays riches. Cette situation impliquerait une configuration générale caractérisée par des excédents de la balance des opérations en capital dans les pays émergents et par des déficits dans les pays avancés. Or, c'est l'inverse qui se produit : la plupart des pays en développement et émergents enregistrent des déficits des opérations en capital (quelquefois assez élevés) tandis que certains pays avancés engrangent d'amples excédents (graphique III.8). Cette structure des flux de capitaux, qui résulte du

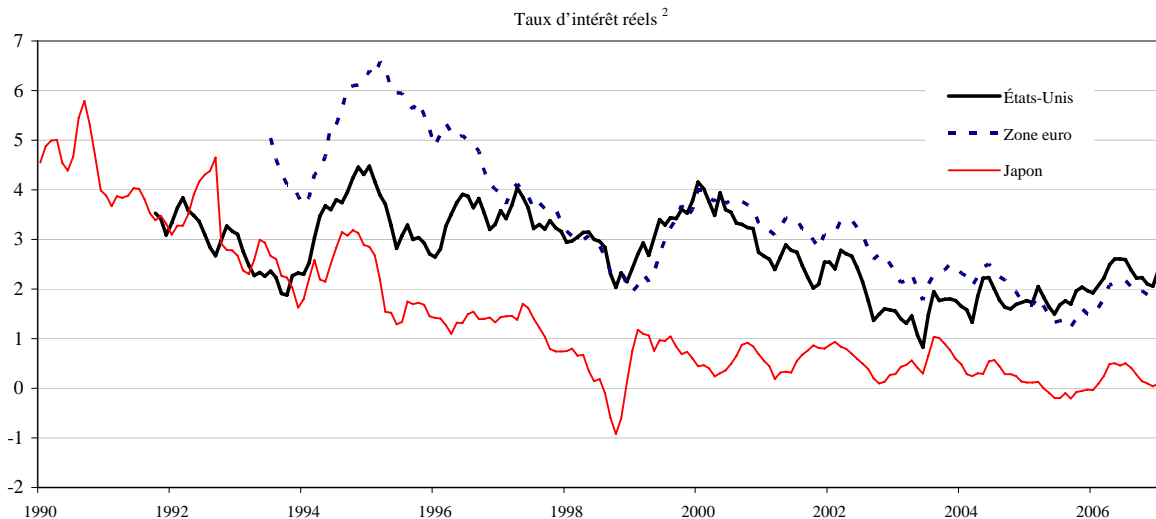
---

13. Il s'agit là d'un calcul ex ante qui présume que l'orientation monétaire n'est pas affectée ; dans la pratique, l'atténuation des pressions inflationnistes a permis aux autorités monétaires de maintenir l'économie à un niveau de production plus élevé, si bien que l'effet ex post sur l'inflation a été moins important.

**Graphique III.8. Les exportateurs de combustibles et la Chine placent leur épargne à l'étranger**  
**Ils financent une grande partie de l'ample excédent de la balance des opérations en capital des États-Unis**



**Ils contribuent au bas niveau des taux d'intérêt réels dans la zone OCDE**



1. Les chiffres reposent sur les statistiques des opérations courantes. En raison d'écarts statistiques, la somme des excédents et des déficits n'est pas égale à zéro.

2. Taux nominaux moins anticipations d'inflation. Taux moyen prévu de la hausse de l'IPC à horizon de 10 ans pour les États-Unis, sur la base de l'enquête auprès des prévisionnistes professionnels (Survey of Professional Forecasters, SPF) réalisée par la Banque de réserve fédérale de Philadelphie. Taux d'inflation prévu de l'IHPC à horizon de 5 ans pour la zone euro, sur la base de l'enquête auprès des prévisionnistes professionnels réalisée par la BCE. Taux moyen prévu de l'inflation de l'IPC à horizon de 6-10 ans pour le Japon, sur la base des *Consensus Forecasts*.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2007 ; OCDE, *Principaux indicateurs économiques* ; US Bureau of Economics Analysis ; Banque de réserve fédérale de Philadelphie ; Banque centrale européenne ; Japon : *Consensus Forecasts*.

comportement en matière d'épargne et d'investissement, a été intrinsèquement associée à des taux d'intérêt réels à long terme faibles dans les pays de l'OCDE (Bernanke, 2005 ; Ahrend *et al.*, 2006).

***... ce qui reflète des aspects spécifiques du processus de mondialisation***

L'orientation des flux de capitaux a été déterminée par certaines des caractéristiques propres à la phase actuelle de mondialisation.

- À la suite des crises de la fin des années 90, un certain nombre de pays émergents ont accumulé d'importantes réserves de change pour parer au risque de vulnérabilité futur.
- En Chine et dans beaucoup d'autres pays en développement, des facteurs structurels ont induit une propension à investir une grande partie de l'épargne nationale à l'étranger. La faible protection des droits de propriété et l'absence de système efficace d'intermédiation financière ont limité les possibilités d'investissement privé (Rajan, 2006 ; Bini Smaghi, 2007) et ont sans doute été responsables d'une forte hausse de l'épargne des entreprises. Par ailleurs, l'absence quasi-totale de filets de protection sociale, conjuguée au caractère embryonnaire des marchés bancaires, d'assurance et de gestion de fonds (en partie à cause de restrictions visant les prestataires étrangers), contribue au niveau élevé des taux d'épargne souhaités des ménages.
- Plusieurs pays en développement d'Asie (dont la Chine) ont dû assimiler dans la main-d'oeuvre urbaine d'importants flots de migrants ruraux (Eichengreen, 2004 ; FMI, 2005). Ces déplacements de population expliquent en partie pourquoi l'inflation est restée faible dans un contexte de taux de change ancrés à d'autres monnaies et de conditions monétaires relativement souples, ce qui a conduit à une croissance vigoureuse des exportations.
- La vive hausse des prix du pétrole (due en partie à l'émergence de plusieurs économies non membres de l'OCDE) a procuré d'abondantes recettes aux exportateurs de combustibles. Il semble que ces gains exceptionnels ne sont pas dépensés aussi rapidement que dans le passé et qu'une part importante de cette manne est placée à l'étranger. Cette tendance est susceptible de perdurer dans la mesure où les exportateurs de combustibles utilisent davantage les fonds de réserve (notamment au Mexique et en Norvège) pour gérer le produit des ressources non renouvelables.
- Aux États-Unis, des conditions-cadres propices à l'investissement et une accélération de la productivité tendancielle ont créé un environnement attractif pour les entrées de capitaux. Le déficit

public persistant, bien qu'en baisse ces derniers temps, a aussi contribué à l'ample excédent de la balance des opérations en capital car il a accentué le besoin de l'économie américaine de recourir au financement extérieur.

***L'ajustement des comptes de capital ne sera pas nécessairement désordonné***

À terme, la configuration émergente des balances courantes et en capital restera influencée par la mondialisation. En ce qui concerne la viabilité d'un important déficit courant aux États-Unis, la mondialisation exerce des forces antagonistes. D'une part, la croissance vigoureuse et l'intégration financière rapide augmentent le réservoir mondial de fonds susceptibles d'être investis, notamment en titres d'emprunt des États-Unis. D'autre part, la part des États-Unis dans l'économie mondiale va décroître, ce qui tendra à réduire la proportion de titres des États-Unis que les investisseurs souhaitent avoir en portefeuille. Comme les marchés financiers américains détiennent aujourd'hui un avantage en termes de profondeur et d'efficacité, la première de ces forces aura sans doute une influence plus marquée à court et moyen terme. En tout état de cause, selon les simulations sur modèle effectuées par l'OCDE, compte tenu d'un certain nombre d'hypothèses, les États-Unis pourraient continuer d'enregistrer un déficit de balance courante élevé tandis que leur part dans les engagements extérieurs mondiaux resterait à peu près la même en 2025 qu'en 2005, en dépit de fortes entrées continues de capitaux (Hervé *et al.*, 2007). Toutefois, devant les rendements toujours faibles de leurs avoirs extérieurs<sup>14</sup>, et du fait que le poids des États-Unis dans l'économie mondiale diminue peu à peu, la Chine et d'autres pays en développement à balance courante excédentaire peuvent à un moment donné décider de réduire la proportion de titres d'emprunt américains dans leur portefeuille. Ce rééquilibrage exigerait une contraction de l'excédent du compte de capital des États-Unis, qui pourrait être réalisée de façon plus ou moins désordonnée.

***La transmission des chocs est amplifiée par les liens internationaux...***

Avec le renforcement de l'intégration, les chocs qui surviennent dans une région ont des effets plus prononcés sur le reste du monde. Les simulations sur modèle effectuées par l'OCDE permettent d'estimer dans quelle mesure la transmission des chocs s'amplifiera si les tendances actuelles de la mondialisation perdurent (Hervé *et al.*, 2007). Du fait de l'expansion du commerce international et de l'intégration financière, l'effet d'une augmentation donnée de la demande interne dans la zone hors OCDE sur la production de la zone OCDE sera deux fois plus prononcé en 2015 qu'en 2005. Des simulations de chocs financiers montrent en outre que les évolutions dans une région auront un impact plus marqué sur le reste du monde que ce n'est le cas à l'heure actuelle. Ainsi, l'effet sur les économies de l'OCDE d'une hausse des primes de risque dans le reste du monde devrait s'accroître de 50 % en 2015 par rapport à 2005.

---

14. Les simulations impliquent une poursuite des tendances actuelles, dans la mesure où la Chine et d'autres pays en développement qui affichent des excédents courants obtiendraient des rendements très faibles sur leurs actifs extérieurs. Pour prendre l'exemple de la Chine, le ratio avoirs extérieurs nets/PIB tomberait en conséquence d'un niveau simulé de 47 % du PIB en 2015 à 39 % en 2025.



***... mais la diversification internationale atténue le risque financier***

En même temps qu'elle amplifie la transmission des chocs de production d'un pays à l'autre, la mondialisation réduit l'exposition au risque de revenu intérieur parce qu'elle facilite la diversification financière internationale. Étant donné que les rendements varient davantage entre pays qu'à l'intérieur d'un même pays, par une diversification internationale de leurs portefeuilles les investisseurs peuvent obtenir de meilleurs rendements pour un même niveau de risque. Les pays émergents, en particulier, offrent des possibilités de diversification qui n'ont pas été pleinement exploitées dans le passé.

**Implications pour la politique macroéconomique**

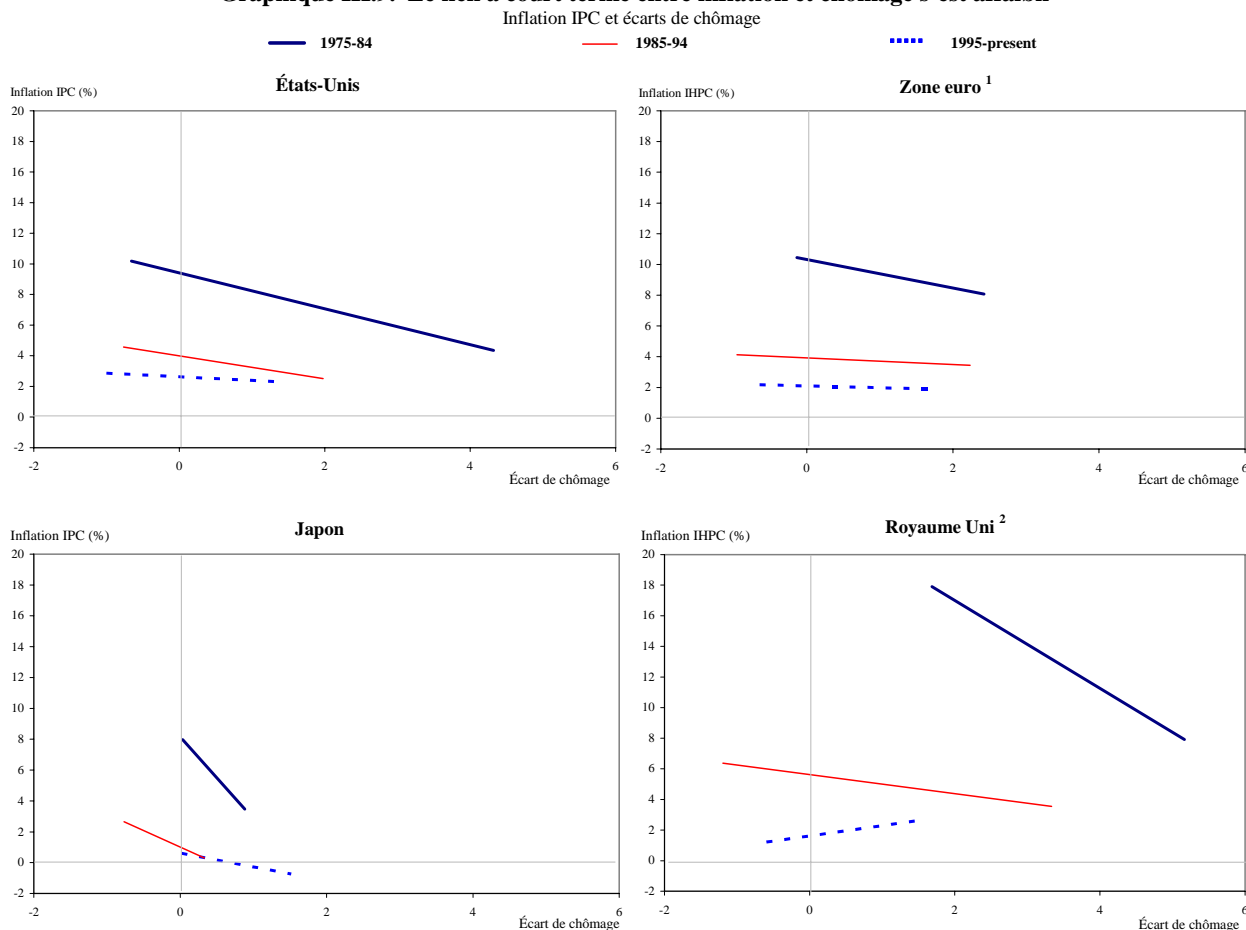
***La mondialisation pose des défis à la politique monétaire***

La mondialisation affecte la conduite de la politique macroéconomique. La capacité d'emprunt s'accroît dans la mesure où les marchés d'obligations publiques s'internationalisent, tandis que la discipline budgétaire est renforcée par une surveillance plus étroite des marchés de capitaux. La mondialisation peut donc offrir des possibilités d'emprunter pour un coût plus bas dès lors que la discipline est maintenue. Toutefois, l'effet le plus marqué est peut-être celui qui s'exerce sur la conduite de la politique monétaire. Premièrement, le resserrement des liens internationaux signifie que la politique monétaire devra être plus réactive aux influences externes (Hervé *et al.*, 2007). Deuxièmement, dans la mesure où la mondialisation exerce une pression à la baisse persistante sur l'inflation, les objectifs de politique monétaire peuvent être atteints avec des taux directeurs plus bas que cela ne serait nécessaire autrement (Bean, 2006). Cependant, il est sans doute difficile en pratique de distinguer entre les effets temporaires et permanents tout comme il est délicat de dissocier les effets externes favorables sur l'inflation des influences internes résultant des carences de la demande. Ces difficultés posent un défi aux autorités monétaires. Si une inflation inférieure à l'objectif était interprétée à tort comme résultant d'un important sous-emploi des ressources dans l'économie, la banque centrale serait susceptible d'adopter une orientation excessivement souple, au risque d'alimenter l'inflation des prix des actifs. À l'inverse, si, dans une période de basse conjoncture, la faiblesse de l'inflation est imputée par erreur à une amélioration des conditions de l'offre au niveau mondial, la politique monétaire pourrait finir par être trop restrictive, entraînant ainsi l'économie vers la déflation.

**L'inflation est moins réactive à l'activité intérieure...**

La corrélation à court terme entre inflation et activité (courbe de Phillips) subit des influences opposées du fait de la mondialisation<sup>15</sup>, et le signe de l'effet net relève d'une détermination empirique. Les données montrent que l'inflation est devenue moins réactive aux pressions de la demande intérieure (Pain *et al.*, 2006 et graphique III.9), mais si la

**Graphique III.9. Le lien à court terme entre inflation et chômage s'est affaibli**



Note : L'écart de chômage est la différence entre le taux de chômage et le NAIRU (tel qu'estimé par l'OCDE). Le graphique indique des lignes de régression simples sur des données trimestrielles.  
 1. Pour la zone euro, avant 1991 : IPC. L'Allemagne occidentale est utilisée à la place de l'Allemagne dans son ensemble pour calculer le taux de la zone euro avant 1991.  
 2. La pente de la courbe tendancielle au Royaume-Uni entre 1995 et aujourd'hui ne devrait pas être interprétée comme indiquant qu'un sous-emploi accru des ressources est associé avec une hausse de l'inflation.  
 L'octroi d'une indépendance opérationnelle à la Banque d'Angleterre en mai 1997 s'est traduit par une modification sensible de la relation entre inflation et chômage au Royaume-Uni. Ce changement signifie que la ligne de régression sur les données couvrant la période 1995-aujourd'hui est faussée.  
 Source : OCDE, base de données des *Perspectives économiques*.

15. La fréquence accrue des modifications de prix dans les secteurs concurrentiels montre que, en soumettant de larges pans de l'économie à une concurrence plus intense, la mondialisation rend les prix plus réactifs à l'activité (Altissimo *et al.*, 2006). Cet effet devrait se traduire par une courbe de Phillips plus relevée. À l'inverse, une spécialisation accrue affaiblit les pressions de la demande intérieure sur l'inflation et rend celle-ci plus réactive à l'équilibre entre offre et demande dans le reste du monde (Borio et Filardo, 2006). Avec l'intensification de la concurrence, due en partie à la mondialisation, les producteurs ont sans doute plus de difficultés pour accroître leurs prix quand la demande interne se raffermi (Batini *et al.*, 2005). Dans la mesure où la mondialisation réduit le pouvoir de négociation des travailleurs (Dumont *et al.*, 2005), un chômage bas devient compatible avec une hausse plus faible des revendications salariales. Ces trois effets devraient se solder par une courbe de Phillips plus aplatie (Bean, 2006).

mondialisation est sans doute l'un des facteurs en cause, l'importance de son rôle est difficile à mesurer. Dans la plupart des pays, la courbe de Phillips s'est aplatie avant que la mondialisation ne s'accélère. Cette chronologie tend à montrer que les améliorations des cadres de politique monétaire, qui ont abouti à un meilleur ancrage des anticipations inflationnistes, ont sans doute été le facteur le plus décisif à l'origine de la nouvelle corrélation entre inflation et activité. Néanmoins, la mondialisation semble bien avoir joué un rôle, et dans la mesure où elle abaisse la sensibilité des prix aux conditions de production intérieures et rend l'inflation plus stable, elle devrait aider les banques centrales à atteindre leurs objectifs d'inflation pour des niveaux plus élevés d'utilisation des ressources. En même temps, l'aplatissement de la courbe de Phillips à court terme fait qu'il est plus difficile de déterminer où l'économie se situe par rapport à son potentiel. Au moment où cette tendance est révélée par une accélération ou une décrue de l'inflation, il pourrait être coûteux ou difficile de ramener l'inflation vers son objectif.

*... mais la détermination des tendances de l'inflation est devenue plus complexe*

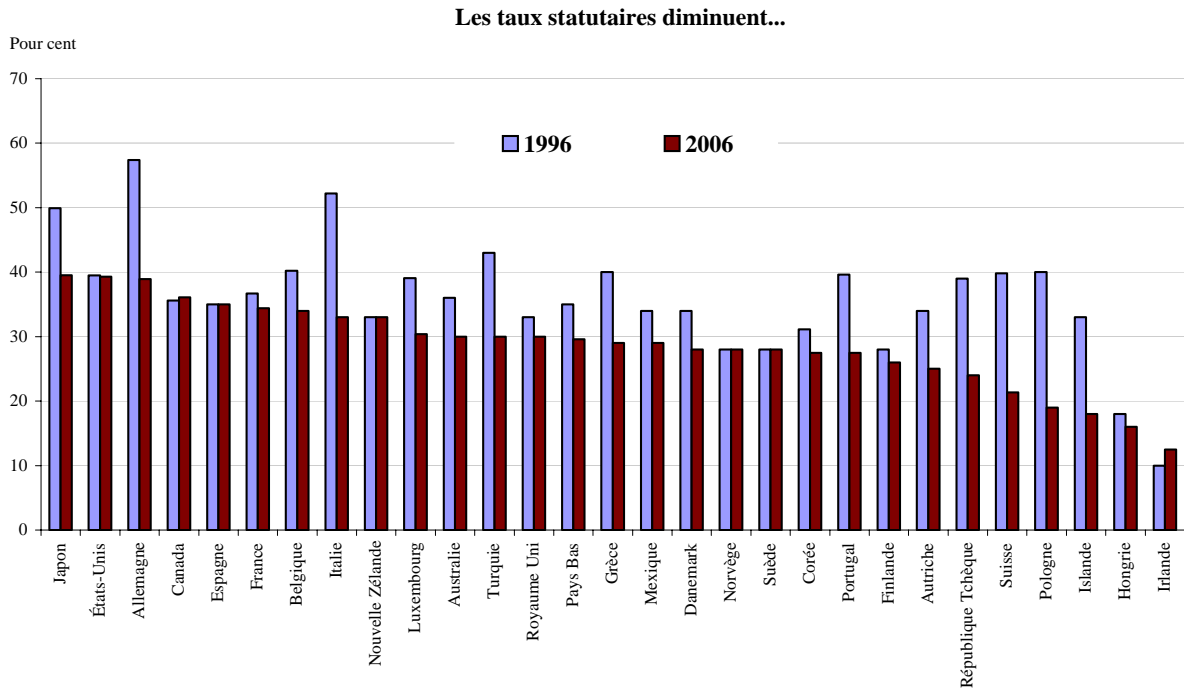
La mondialisation peut aussi compliquer la détermination des tendances sous-jacentes du niveau des prix, car elle implique de fortes variations des prix relatifs. Les mesures de l'inflation globale demeurent affectées par le bruit que génèrent leurs composantes volatiles. Toutefois, les indicateurs de l'inflation sous-jacente, qui ont été construits pour remédier à ce problème en excluant un certain nombre d'éléments variables tels que les produits alimentaires et l'énergie, sont devenus sans doute moins utiles. Ils présentent l'inconvénient de refléter l'impact à la baisse systématique de la mondialisation sur les prix des produits manufacturés, mais non l'impact à la hausse qui peut être systématique, quoique variable, sur les prix des produits de base.

### **Mondialisation et progrès de la réforme structurelle**

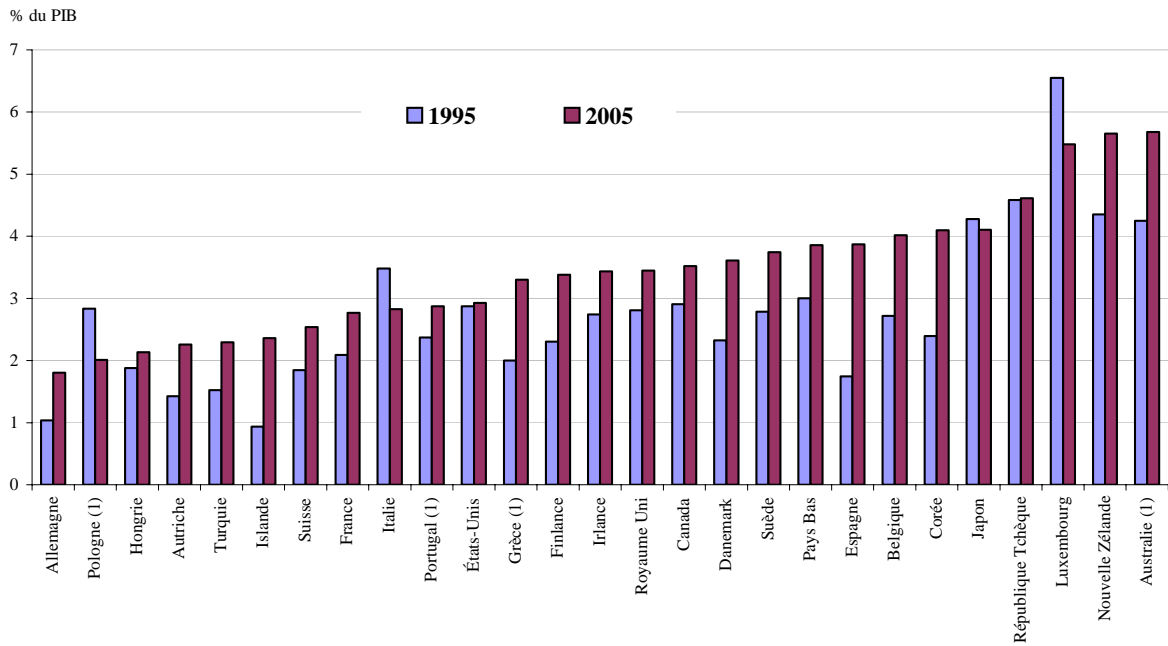
*La mondialisation favorise la concurrence fiscale...*

La mondialisation, en particulier parce qu'elle accroît la mobilité du capital et de la main-d'œuvre hautement qualifiée, favorise une plus grande concurrence fiscale. Certes, l'impôt sur les sociétés n'est que l'un des nombreux facteurs qui déterminent les décisions d'implantation des entreprises, mais il a un impact substantiel (Nicoletti *et al.*, 2007 et OCDE, 2007c). Au cours de la décennie écoulée, la plupart des pays de l'OCDE ont abaissé leurs taux d'imposition des sociétés, pour certains dans des proportions considérables (graphique III.10). De même, des données empiriques montrent que la baisse des taux d'imposition du revenu peut être attractive pour des migrants hautement qualifiés (Liebig et Sousa-Poza, 2005 ; Eichler *et al.*, 2006). De nombreux États ont aussi abaissé le taux supérieur marginal d'imposition du revenu, qui est un important déterminant du taux d'imposition effectif des travailleurs très qualifiés. Dans les pays de l'OCDE, ce taux est revenu en moyenne de 45 % en 1995 à 37 % en 2005. Dans les deux cas, toutefois, des considérations autres que le désir d'attirer ou de retenir des facteurs mobiles ont probablement joué un rôle important dans l'évolution des tendances fiscales. De fait, s'agissant

**Graphique III.10. L'impôt sur les sociétés a vu son assiette s'élargir**



**... mais les recettes fiscales augmentent**



1. Les données concernent l'année 2004 et non 2005.

Source: Yoo (2003) ; OCDE, base de données fiscales ; OCDE, Statistiques des recettes publiques.

de l'impôt sur les sociétés, les réductions de taux ont été compensées par un élargissement de l'assiette, ce qui laisse à penser que le souci de remédier aux distorsions internes induites par des taux élevés a pesé davantage que la mondialisation dans les modifications de la fiscalité<sup>16</sup>.

*... ce qui aide à créer des systèmes fiscaux plus efficaces*

La mondialisation encourage aussi la recherche de gains d'efficience dans les systèmes d'imposition. Dans la mesure où elle favorise l'adoption d'assiettes fiscales moins élastiques, elle devrait améliorer l'efficience des systèmes fiscaux. Dans la pratique, cela s'est traduit notamment par le déplacement de la charge fiscale du capital et du travail vers l'immobilier et la consommation<sup>17</sup>. En revanche, la concurrence fiscale pourrait affaiblir la capacité du système d'imposition de contribuer à la réalisation des objectifs de redistribution des revenus.

*Il faut des marchés du travail flexibles pour profiter de la mondialisation...*

La mondialisation appelle à mettre davantage l'accent sur la flexibilité des marchés du travail, au moment même où le sentiment de l'insécurité de l'emploi souvent associé à la mondialisation alimente la demande de protection des revenus. Lorsqu'ils retrouvent un emploi, les travailleurs victimes de l'évolution des échanges perçoivent généralement un salaire réduit, parfois dans des proportions importantes, du fait de l'érosion du rendement des compétences professionnelles et des rentes économiques auparavant disponibles (graphique III.11). En conséquence, dans les pays où les prestations de chômage sont élevées, les travailleurs victimes de suppressions d'emplois liées aux échanges peuvent percevoir des revenus de remplacement très élevés par rapport à leurs perspectives de gains en cas de réemploi. Il peut en résulter de longues périodes de chômage et un ajustement structurel plus lent lorsque les transferts de revenus sont principalement octroyés de façon passive (OCDE, 2005d). Mais plusieurs pays dont on estime généralement qu'ils ont su relever les défis de la mondialisation sont parvenus à maintenir des niveaux d'indemnisation du chômage relativement généreux. Ils ont associé des revenus de remplacement plutôt élevés avec un contrôle étroit des efforts de recherche d'emploi et une application stricte des critères de disponibilité pour un emploi (exemples : le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède). À l'inverse, les programmes d'assistance ciblés sur les travailleurs victimes de suppressions d'emplois n'ont pas obtenu de résultats probants sur le marché du travail (OCDE, 2005c). Toutefois, ils peuvent jouer un rôle utile en termes d'«économie politique», dans la mesure où ils atténuent la résistance à la mondialisation.

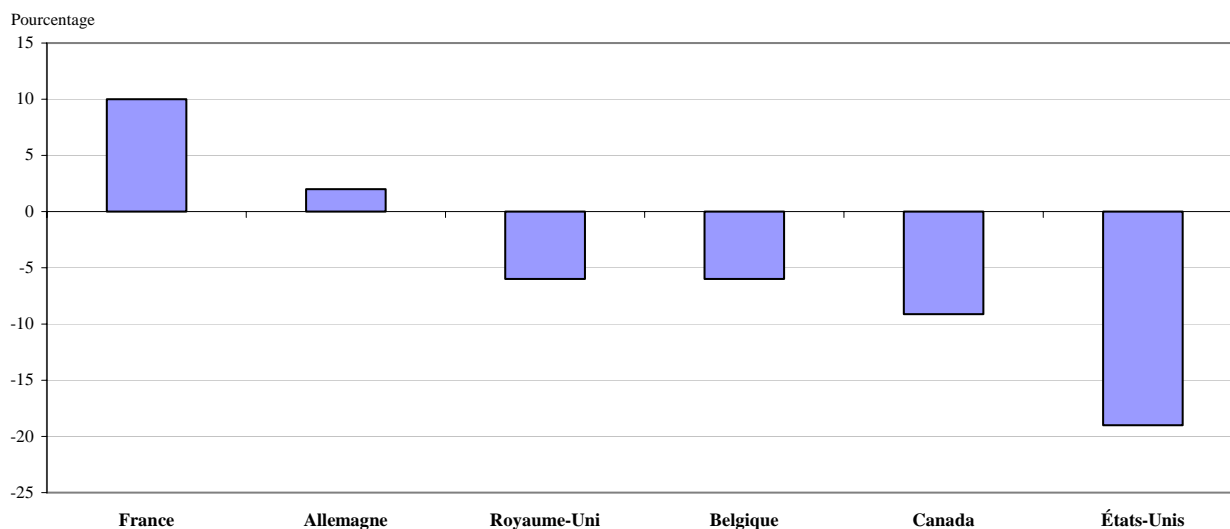
*... et la conception de la protection sociale est importante à cet égard*

Lorsque l'assurance-maladie et l'assurance-retraite sont fournies par l'entreprise, les difficultés éprouvées par les travailleurs qui perdent ces avantages en cas de licenciement peuvent alimenter un sentiment protectionniste. Les pressions protectionnistes ont été relativement bien contenues dans les pays où les travailleurs en chômage bénéficient d'une

- 
16. La hausse des recettes d'impôts sur les sociétés dans de nombreux pays a reflété non seulement un élargissement de l'assiette mais aussi une augmentation de la part des bénéfices dans la valeur ajoutée.
17. Toutefois, les possibilités d'accroître les taxes sur la consommation sont limitées, étant donné que la mondialisation permet d'acheter plus facilement à l'étranger.

protection sociale plus forte. Le fait de garantir une certaine couverture maladie aux travailleurs licenciés et d'assurer la transférabilité intégrale de la pension professionnelle pourrait atténuer les craintes à l'égard de la mondialisation et améliorer son acceptabilité politique. Des pensions totalement transférables induiraient aussi des gains économiques substantiels dans la mesure où elles faciliteraient l'affectation de la main-d'œuvre à ses utilisations les plus productives. Une législation stricte

**Graphique III.11. Les travailleurs victimes de licenciements liés à la concurrence internationale doivent souvent accepter de fortes baisses de salaire pour obtenir un nouvel emploi <sup>1</sup>**



1. Variation moyenne de salaire pour les travailleurs qui avaient plus de dix ans d'ancienneté. Ensemble des licenciements pour le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis ; uniquement les licenciements massifs pour l'Allemagne, la Belgique et la France.

Source : OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 2005.

en matière de protection de l'emploi réduit les chances de trouver un autre travail et peut s'accompagner de craintes plus vives envers les conséquences de la mondialisation (OCDE, 2006b).

### ***Les politiques d'éducation sont cruciales***

La mondialisation amplifie les gains des politiques d'éducation qui dotent les travailleurs de compétences générales leur permettant d'exercer un large éventail d'activités à forte valeur ajoutée (Commission européenne, 2005 ; Treffer, 2005). Cependant, le financement de l'éducation ne peut plus reposer sur l'idée que les bénéficiaires resteront dans le même pays (OCDE, 2006c). La mobilité accrue des travailleurs hautement qualifiés a alourdi les pertes sèches résultant d'un enseignement supérieur gratuit. Des frais de scolarité associés à des prêts sous conditions de ressources permettent de réduire ces pertes sèches. De la sorte, on allège aussi les dépenses publiques d'enseignement supérieur, qui ont un impact régressif puisqu'une part disproportionnée des étudiants appartiennent à des familles dont le revenu est supérieur à la moyenne ou formeront des familles de ce type.

***La mondialisation aide à résoudre des problèmes d'environnement locaux***

Tandis que la croissance de la production mondiale a exercé des pressions sur certaines ressources environnementales, elle a contribué à atténuer un certain nombre de problèmes de pollution *localisés* en générant des revenus plus élevés et en alimentant ainsi la demande de normes environnementales plus strictes dans la zone OCDE et dans les économies émergentes. En conséquence, l'expansion rapide de l'économie mondiale ne s'est pas traduite par un accroissement proportionnel de la pression sur les ressources environnementales *locales*. La mondialisation a aussi facilité le transfert de technologies respectueuses de l'environnement. Dans la zone OCDE, les émissions d'oxydes de soufre et d'azote -- deux catégories importantes de polluants atmosphériques locaux -- ont baissé de 41 % et 17 % sur la période 1990-2002 (OCDE, 2005b). En Chine, avec des niveaux de départ élevés, hérités de l'ère de la planification centralisée, les émissions d'oxydes d'azote et de dioxyde de soufre sont restées globalement stables entre 1990 et 2004 -- période durant laquelle la production économique a presque quadruplé (OCDE, 2007a).

***Les défis écologiques planétaires appellent des réponses coordonnées***

Les problèmes environnementaux liés à une croissance élevée se sont révélés plus difficiles à résoudre lorsqu'ils touchent des biens publics *mondiaux* tels que les stocks de poissons et le climat. Toutefois, l'exemple du Protocole de Montréal de 1987 sur les substances appauvrissant la couche d'ozone démontre qu'il est possible de mettre en oeuvre une réponse coordonnée. S'agissant du changement climatique, les objectifs d'émission adoptés par les pays industrialisés dans le cadre du Protocole de Kyoto de 1997 ne sauraient être considérés que comme une première étape vers une réponse mondiale. Néanmoins, les pays de l'OCDE ne peuvent pas résoudre le problème à eux seuls, car en 2030 ils représenteront sans doute moins de 40 % des émissions planétaires<sup>18</sup>. Par conséquent, la communauté internationale doit s'employer à mettre en place un cadre qui couvre tous les émetteurs importants<sup>19</sup>. S'agissant des instruments à mettre en oeuvre, des plafonds négociables ou une taxe minimum sur les émissions de gaz à effet de serre offrent des solutions d'un bon rapport coût-efficience (OCDE, 2004).

***Il revient aux politiques publiques de maximiser les gains de la mondialisation***

Pour concrétiser tous les avantages nets de la mondialisation, il faut mettre en place des conditions-cadres appropriées mais le risque existe que, confrontés aux aspects négatifs de la mondialisation, les décideurs publics ne tentent de freiner les réformes nécessaires pour profiter à plein des avantages. En fin de compte, ces actions restrictives alourdiraient les coûts d'ajustement, sans pour autant enrayer le processus de mondialisation lui-même. Il faudra aménager encore les cadres d'action publique pour maximiser les gains de la mondialisation.

---

18. Cette prévision est tirée du scénario de référence de l'AIE (2006a) et concerne les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie.

19. Il est tout à fait justifié d'intégrer le transport aérien et le transport maritime dans ce cadre, car ces deux secteurs bénéficient actuellement de carburants exonérés d'impôt et ne sont pas soumis à des plafonds d'émission. Ils contribuent pour 3½ pour cent aux émissions mondiales de CO<sub>2</sub> résultant de la combustion de combustibles fossiles (AIE, 2006b).

**BIBLIOGRAPHIE**

- Ahrend, R., P. Catte et R. Price (2006), "Factors behind Low Long-Term Interest Rates", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 490, OCDE, Paris.
- AIE (2006a), *World Energy Outlook*, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris.
- AIE (2006b), *CO<sub>2</sub> Emissions from Fossil Fuel Combustion: 1971/2004: 2006 Edition*, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris.
- Altissimo, F., M. Ehrmann et F. Smets (2006), "Inflation Persistence and Price-Setting Behaviour in the Euro Area: a Summary of the Inflation Persistence Network Evidence", *Banque nationale de Belgique, Document de travail*, n° 94.
- Amiti, M. et S-J. Wei (2005a), "Service Offshoring, Productivity, and Employment: Evidence from the United States," *IMF Working Paper*, n° 05/238, FMI, Washington DC.
- Amiti, M. et S-J. Wei (2005b), "Fear of Service Outsourcing: is it Justified?", *Economic Policy*, avril.
- Baldwin, R. (2006), "Globalisation: the Great Unbundling(s)", Contribution au projet *Globalisation Challenges for Europe and Finland*, septembre.
- Banque mondiale (2005), *Rapport sur le développement dans le monde 2006 : équité et développement*, Banque mondiale, Washington DC.
- Banque mondiale (2007), *Perspectives de l'économie mondiale*, Banque mondiale, Washington DC.
- Batini, N., B. Jackson et S. Nickell (2005), "An Open-Economy New Keynesian Phillips Curve for the UK," *Journal of Monetary Economics*, vol. 52, octobre.
- Bean, C. (2006) "Globalisation and Inflation", *Bank of England Quarterly Bulletin*, vol. 46 n° 4.
- Berman, E., J. Bound et S. Machin (2003), "Implications of Skill-Biased Technological Change: International Evidence", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 113, n° 4.



- Bernanke, B. (2005), "The Global Saving Glut and the US Current Account Deficit", *Sandridge Lecture, Virginia Association of Economics*, Richmond, mars.
- Bini Smaghi, L. (2007), "Global Capital and National Monetary Policies," Discours au Centre européen économique et financier, Londres, 18 janvier, consultable sur [www.ecb.int](http://www.ecb.int).
- Blanchflower, D., J. Saleheen et C. Shadforth (2007), "The Impact of the Recent Migration from Eastern Europe on the UK Economy", Document de référence pour un discours à la Chambre de commerce du Comté de Cambridge, 4 janvier.
- Borio, C. et A. Filardo (2006), "Globalisation and inflation: New cross-country evidence on the global determinants of domestic inflation," *document non publié*, Banque des règlements internationaux.
- Borjas, G. (2001), "Does Immigration Grease the Wheels of the Labour Market?", *Brookings Papers on Economic Activity*.
- Boulhol, H., S. Dobbelaere et S. Maioli (2006), "Imports as Product and Labour Market Discipline", *IZA Discussion Paper Series*, n° 2178, Bonn.
- Burniaux, J-M., T-T. Dang, D. Fore, M. Förster, M. Mira d'Ercole et H. Oxley. (1998), "Income Distribution and Poverty in Selected OECD Countries", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 189, OCDE, Paris.
- Burniaux, J-M., F. Padrini et N. Brandt (2006), "Labour Market Performance, Income Inequality and Poverty in OECD Countries", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 500, OCDE, Paris.
- Busse, M. (2003), "Tariffs, Transport Costs and the WTO Doha Round: The Case of Developing Countries", *Journal of International Law and Trade Policy*, vol. 4, n° 1.
- Commission européenne (2005), "Rising International Economic Integration: Opportunities and Challenges", *The EU Economy 2005 Review*, Bruxelles.
- Cuñat, V. et M. Guadalupe (2006), "Globalisation and the Provision of Incentives Inside the Firm: The Effect of Foreign Competition", *IZA Discussion Paper*, n° 2408, Bonn.
- Delozier, B. et S. Montout (2007), "Effets des nouvelles caractéristiques de la mondialisation sur les marchés du travail européens", *Trésor-Éco*, n° 11, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Paris.

- Dumont, M., G. Rayp and P. Willemé, “Does Internationalisation Affect Union Bargaining Power: an Empirical study for Five EU Countries”, *Oxford Economic Papers*, vol. 58.
- Eichengreen, B. (2004), “Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods”, *NBER Working Paper*, n° 10497, Cambridge MA.
- Eichler, M., M. Grass, H. Blöchliger et H. Ott (2006), *Determinants of Productivity Growth*, Basel Economics, Bâle.
- Feenstra, R. (2007), “Globalization and its Impact on Labor”, *Global Economy Lecture 2007, Vienna Institute for International Economic Studies*, Vienne, 8 février.
- FMI (Fonds monétaire international) (2005), “Mondialisation et déséquilibres extérieurs”, *Perspectives de l'économie mondiale*, chapitre 3, FMI, Washington DC.
- Förster, M. et M. Mira d'Ercole (2005), “Income Distribution and Poverty in OECD Countries in the Second Half of the 1990s”, *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, n° 22, OCDE, Paris.
- Gabaix, X. et A. Landier (2006), “Why Has CEO Pay Increased So Much?”, document non publié, MIT, Cambridge MA.
- Grossman, G. et E. Helpman (1991), *Innovation and Growth in the Global Economy*, Cambridge: MIT Press.
- Hervé, K., I. Koske, N. Pain et F. Sédillot (2007), “Globalisation and the Macro-Economic Policy Environment”, *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 552, OCDE, Paris.
- Hummels, D. (2006), “Coûts de transport et échanges : tendances structurelles”, CEMT, *Transport et commerce international*, OCDE, Paris.
- Jean, S., O. Causa, M. Jimenez et I. Wanner (2007), “Migration dans les pays de l'OCDE : Impact sur le marché du travail et enjeux de l'intégration”, *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris, à paraître.
- Kose, A., E. Prasad, K. Rogoff et S.-J. Wei (2006), “Financial Globalisation: a Reappraisal”, *NBER Working Paper Series*, n° 12484, Cambridge MA.
- Levine, R. (2005), “Finance and Growth: Theory and Evidence”, P. Aghion et S. Durlauf, (dir. publ.), *Handbook of Economic Growth*, vol. 1, North-Holland, Amsterdam.

- Levy, F. et R. Murnane (2006), "How Computerised Work and Globalisation Shape Human Skill Demands", consultable sur <http://web.mit.edu/levy>, extrait révisé tiré de F. Levy et R. Murnane (2004), *The New Division of Labour: How Computers are Creating the Next Job Market*, Princeton University Press.
- Liebig, T. et A. Sousa-Poza (2005), "Taxation, Ethnic Ties and the Location Choice of Highly Skilled Immigrants", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, n° 24, OCDE, Paris.
- Maddison, A. (2006), *The World Economy*, OCDE, Paris.
- Maddison, A. (2007), *The Contours of the World Economy 1-2030 AD*, Oxford University Press, à paraître.
- Mankiw, G. et P. Swagel (2006), "The Politics and Economics of Offshore Outsourcing," *Journal of Monetary Economics*, vol. 53.
- Mello, L. de, (1999), "Foreign Direct Investment-Led Growth: Evidence from Time Series and Panel Data", *Oxford Economic Papers*, vol. 51.
- Mishkin, F. (2006), *The Next Great Globalization*, Princeton University Press.
- Molnar, M., N. Pain and D. Togilioni (2007), "The Internationalisation of Production, International Outsourcing and Employment in the OCDE", Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE, à paraître.
- Moriguchi, C. et E. Saez (2006), "The Evolution of Income Concentration in Japan, 1886-2002: Evidence from Income Tax Statistics", *NBER Working Paper* n° 12558.
- Nicoletti, G., D. Hajkova, L. Vartia et K-Y. Yoo (2007), "Taxation, Business Environment and FDI Location in OECD Countries", *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris, à paraître.
- Nordhaus, W. (2001), "The Progress of Computing", *Cowles Foundation Discussion Paper* n° 1324, Yale University.
- OCDE (2003), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2004), *Développement durable dans les pays de l'OCDE : Mettre au point les politiques publiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005a), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.

- OCDE (2005b), *Panorama de l'environnement : les indicateurs environnementaux de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005c), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005d), *Les échanges et l'ajustement structurel : Les enjeux de la mondialisation*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006a), *Perspectives des migrations internationales*, Paris.
- OCDE (2006b), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006c), *Analyse des politiques d'éducation : Regards sur l'enseignement supérieur -- édition 2005-2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006d), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE, édition 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007a), *Examens environnementaux de l'OCDE : Chine*, OCDE, Paris, à paraître.
- OCDE (2007b), *Réformes économiques : Objectif croissance -- édition 2007*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007c), "The Influence of Taxation on FDI Decisions", CTPA/CFA(2007)11, OCDE, Paris.
- Pain, N., I. Koske et M. Sollie (2006), "Globalisation and Inflation in the OECD Economies", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 524, OCDE, Paris.
- Piketty, T. (2001), *Les hauts revenus en France au XXe siècle : inégalités et redistributions, 1901-1998*, Grasset.
- Rajan, R. (2006), "Is there a Shortage of Fixed Assets ?", Speech at the G-30 meetings, New York, 1 Décembre.
- Rodrik, D., A. Subramanian et F. Trebbi (2004), "Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, vol. 9, n° 2.
- Saez, E. (2005), "Top Incomes in the United States and Canada over the Twentieth Century", *Journal of the European Economic Association, Papers and Proceedings*, vol. 3.
- Saez, E. (2006), "Income and Wealth Concentration in a Historical and International Perspective", A. Auerbach., D. Card et J. Quigley (dir. publ.), *Public Policy and the Income Distribution*, Russel Sage Foundation, New York.

- Saez, E. et T. Piketty (2007), "Income Inequality in the United States", A.B. Atkinson et T. Piketty (2007), *Top Incomes over the Twentieth Century: a Contrast between European and English-Speaking Countries*, Oxford University Press, à paraître.
- Sala-i-Martin, X. (2006), "The World Distribution of Income: Falling Poverty and ... Convergence, Period," *Quarterly Journal of Economics*, vol. 121, n° 2.
- Serres, A. de, S. Kobayakawa, T. Sløk et L. Vartia (2006), "Regulation of Financial Systems and Economic Growth", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 506, OCDE, Paris.
- Temin, P. (2006), "The Economy of the Early Roman Empire", *Journal of Economic Perspectives*, vol. 20, n° 1.
- Trefler, D. (2005), "Offshoring: Threats and Opportunities," Paper presented to the Brookings Trade Forum 2005 on the Offshoring of Services, Washington DC, 12-13 mai.
- Welsum, D. Van, et X. Reif (2006), "Les impacts potentiels des externalisations à l'étranger sur différentes professions", DSTI/ICCP/IE(2006)1/FINAL, OCDE, Paris.
- Welsum, D. Van, et G. Vickery (2005), "Potential offshoring of ICT-intensive using occupations", *OECD DSTI Information Economy Working Paper*, DSTI/ICCP/IE(2004)19/FINAL, OCDE, Paris.
- Winters, A. (2004), "Trade Liberalisation and Economic Performance: an Overview", *The Economic Journal*, vol. 114, février.
- Yoo, K-Y. (2003), "Corporate Taxation of Foreign Direct Investment Income 1991-2001", *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 365, OCDE, Paris.